

L'Amérique et nous

Autor(en): **Martin, William**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Neue Schweizer Rundschau**

Band (Jahr): - **(1930)**

Heft 12

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-760207>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'Amérique et nous ¹⁾

par *William Martin*

A l'observateur européen, l'Amérique offre le spectacle d'une part de sa prodigieuse réussite et de l'autre de son isolement jaloux. En apparence, ces deux aspects sont tout à fait distincts, mais au fond, ils n'en forment qu'un seul, car la réussite est, dans une certaine mesure la conséquence de l'isolement et vice-versa.

I.

L'Europe n'est pas encore parvenue, à l'heure actuelle, à digérer la révolution industrielle qui s'est produite au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Elle n'en a pas assimilé toutes les conséquences et elle n'a pas pu réadapter ses conditions politiques pour tenir compte de la nouvelle situation économique et sociale résultant du machinisme. Au fond, le penseur anglais Richard Owen avait raison, lorsqu'en 1818 il écrivait aux hommes d'Etat réunis au congrès d'Aix-la-Chapelle une lettre ouverte pour attirer leur attention sur les conséquences qu'allait avoir pour le monde l'introduction des machines et leur prédire toutes sortes de catastrophes résultant de l'accroissement immodéré de la production. Peut-être les catastrophes qu'imaginait Owen ne se sont-elles pas produites exactement comme il les avait prévues, mais il n'en est pas moins vrai que le machinisme a posé à la société occidentale des problèmes dont nous voyons aujourd'hui les développements et qui n'ont pas encore trouvé de solution définitive.

Il a tout d'abord amené, vers 1848, l'éclosion de la démocratie représentative. Il a substitué un régime de libre concurrence et de liberté des individus à la réglementation de l'ancien régime. La liberté sans freins a eu pour conséquence un abaissement progressif des salaires et la liberté de coalition a rendu possible la formation des syndicats ouvriers qui ont essayé de renverser à leur profit la situation réciproque du patronat et du prolétariat. La peur que le syndicalisme a inspirée à la bourgeoisie a jeté celle-ci dans les bras de la classe paysanne et engagé les pays industriels dans une politique de protectionnisme agraire. L'interventionnisme de l'Etat dans tous les domaines a provoqué un

¹⁾ Conférence faite à l'Assemblée générale de la Nouvelle Société Helvétique à Lucerne, octobre 1930.

désordre économique général d'où est sorti, pour une part, la guerre de 1914. Celle-ci a désorganisé davantage l'économie, rendu nécessaires de nouvelles interventions de l'Etat, et empoisonné davantage les relations entre les classes.

Nous vivons aujourd'hui dans un monde où personne ne parvient plus à se reconnaître, où les interventions de l'Etat aboutissent à des résultats inverses de ceux qu'elles ont recherchés, où l'insécurité est dans tous les esprits, où, en un mot, tous, même les bénéficiaires apparents du système social, ont le sentiment confus que les choses ne peuvent pas continuer telles qu'elles sont et où personne ne sait ce qu'il faut leur substituer.

Sous nos yeux, trois expériences sociales se déroulent sur une grande échelle: l'une en Russie, sur la base du communisme, la seconde en Italie sous la forme du syndicalisme obligatoire, la troisième enfin aux Etats-Unis; c'est aux résultats de cette dernière que nous voudrions nous attacher brièvement.

Ce qui caractérise la situation sociale des Etats-Unis, c'est qu'elle supprime la lutte des classes. Pour que cette affirmation fût entièrement exacte, il faudrait y introduire certaines réserves; la lutte de classes n'est pas entièrement absente de la collectivité américaine, mais elle a un caractère tout autre qu'en Europe. Entre le patronat et ses ouvriers, il n'y a pas d'opposition d'intérêts, mais il en existe une entre les diverses classes d'ouvriers. On pourrait dire que la société américaine a un étage de plus que la nôtre. C'est entre les ouvriers qualifiés ou plus simplement les ouvriers américains d'une part et les nègres ou les immigrants récents de l'autre que se produisent des luttes d'intérêt. Mais on ne peut pas dire absolument que ces conflits prennent la forme de la lutte de classe, car celle-ci exige une conscience collective qui n'existe probablement pas, au moins d'une façon générale, en Amérique.

En tout cas, si nous appliquons le terme d'ouvriers au prolétariat industriel pris dans son ensemble, on doit reconnaître que les ouvriers américains ont une mentalité capitaliste. Leurs trade-unions, loin de se spécialiser dans les conflits de salaires, loin de chercher l'avantage de leurs membres dans la victoire sur le capital, sont devenues peu à peu de vastes caisses d'épargne et elles ont pris la mentalité caractéristique du banquier. C'est dans la collaboration avec les patrons, c'est en étudiant d'un commun accord les améliorations techniques possibles, en cherchant à élever la productivité individuelle de l'ouvrier que les syndicats tendent à l'amélioration des conditions de travail de

leurs membres. Et s'il n'est peut-être plus aussi vrai aujourd'hui que l'an dernier que l'Amérique tout entière roule en auto, si au surplus, l'auto n'est pas en elle-même un signe indiscutable de civilisation et de prospérité, on peut cependant dire sans grande chance d'erreur que la mentalité des ouvriers américains est infiniment plus proche de celle de nos capitalistes que de celle de nos ouvriers syndiqués. Cela est si vrai que chaque fois que des socialistes européens ont été en contact avec les chefs des trade-unions américaines, ce contact a été un heurt.

Nous savons bien que le tableau que nous brossons ici de la situation des Etats-Unis apparaîtra à beaucoup comme exagérément favorable. Le livre de M. Duhamel: *Scènes de la vie future*, venant se greffer sur l'affaire des dettes et sur le désarmement naval a provoqué, tout au moins dans les pays de langue française, une vague de dédain vis-à-vis des Etats-Unis et même ceux qui admettent les avantages matériels de l'organisation sociale américaine croient que ces avantages sont chèrement achetés par l'uniformisation de la vie, un égalitarisme irrésistible et l'abaissement de la culture. Ces reproches sont en partie faux.

Tous les gens qui, au cours de ces dernières années sont allés aux Etats-Unis dans un esprit de compréhension, ont été émerveillés du grand mouvement qui porte la jeunesse de ce pays vers le savoir. Ce n'est pas là un phénomène surprenant, car l'histoire enseigne qu'il faut à une collectivité un certain degré de prospérité pour avoir les loisirs nécessaires à la culture des sciences. Mais cet enthousiasme pour les choses de l'intelligence est d'autant plus remarquable qu'il est plus nouveau aux Etats-Unis, qu'il se produit, pourrait-on dire, d'un seul coup et avec l'ardeur qui caractérise ce peuple dans toutes ses activités. Nous ne voulons pas dire ici que toutes les écoles américaines soient d'une qualité supérieure, mais il existe un certain nombre d'universités qui non seulement ne le cèdent en rien aux nôtres, mais qui probablement leur sont supérieures à beaucoup d'égards. Dans les branches que nous connaissons le mieux, on peut dire sans réserve que c'est aux Etats-Unis que paraissent aujourd'hui les livres les meilleurs et les plus nombreux. Enfin, il existe dans la classe riche américaine une sorte d'émulation de générosité qui pousse les grands industriels ou les banquiers à attacher leur nom à des œuvres d'intérêt général, le plus souvent d'ordre intellectuel, de sorte que la culture dispose aux Etats-Unis de moyens matériels qu'elle n'a dans aucun autre pays. Nous trouvons plaisante en vérité la propre justice que se rendent dans ce domaine les Euro-

péens, dont personne ne conteste la priorité dans l'ordre intellectuel, mais qui vivent peut-être aujourd'hui sur le passé, sans s'apercevoir qu'il naît à leurs côtés une culture nouvelle, plus vivante, sinon plus profonde que la leur.

Mais ces reproches, en partie faux, sont en partie vrais. Il est certain que les nouvelles conditions techniques des Etats-Unis ont pour effet d'uniformiser et de standardiser la vie moderne. Sommes-nous bien sûrs que l'Amérique est seule à suivre cette voie et n'exagérons-nous pas, par tradition et par habitude d'esprit, le caractère individualiste de nos existences? Nous en appelons à nos lecteurs: Choisisent-ils eux-mêmes les vêtements qu'ils portent ou se les laissent-ils imposer par la mode? La mode n'est qu'une forme de la standardisation. Lorsque nous allons dans un magasin, nous n'avons le choix qu'entre deux ou trois modèles, et il importe peu, en vérité, que le magasin d'à côté ait les mêmes ou qu'il en ait d'autres, car nous n'irons tout de même pas. Au surplus, si la diversité peut exister dans les objets de luxe – et cela n'est pas moins vrai aux Etats-Unis que chez nous – il n'en demeure pas moins que dans l'objet d'usage courant à la disposition du peuple, la standardisation est un profit beaucoup plus qu'un inconvénient, car elle permet de mettre à la disposition de classes moins aisées des objets qui, fabriqués individuellement, seraient au-dessus de leur possibilité d'achat. La diversité est un phénomène de caractère aristocratique, mais c'est l'uniformité qui seule peut permettre une hausse constante du niveau de vie des classes populaires.

Ce n'est donc pas dans ce domaine qu'il faut chercher, selon nous, les inconvénients de la vie américaine. Mais comme toute chose humaine a nécessairement son revers, il serait miraculeux qu'une expérience sociale telle que celle tentée par les Etats-Unis fût sans aucun inconvénient. Nous en voyons un, quant à nous, grave, peut-être décisif, qui est de conduire le peuple américain avec une sorte de nécessité vers l'isolement économique et politique.

II.

De même que les Etats de l'Europe occidentale où le niveau de vie moyen est relativement élevé sont amenés à se protéger contre la concurrence des pays de l'Europe orientale, dont le standard est plus bas, de même et pour des raisons identiques, les Etats-Unis ont été presque contraints de se protéger contre la concurrence de l'Europe où le niveau de vie est inférieur. On voit chez nous des gens s'indigner contre le

protectionisme américain, tout en trouvant fort bon que nous empêchions l'entrée sur notre territoire des cochons de Serbie ou du blé de Roumanie. Ce sont là pourtant deux phénomènes exactement semblables.

Le mouvement d'opinion qui, au lendemain de la guerre, a poussé le peuple américain vers un isolement aussi hermétique que possible, a eu deux causes principales, l'une sentimentale, l'autre économique. Il n'est pas douteux que l'intervention des Etats-Unis dans la guerre mondiale a été due essentiellement à un mouvement d'idéalisme. Nous ne prétendons pas qu'elle n'ait pas pu répondre, dans l'esprit de quelques-uns des chefs de la nation, à des calculs précis ou à des intérêts matériels, mais pour la faire accepter au peuple dans son ensemble, il a fallu la présenter sous une forme idéalisée. Il a surtout fallu soutenir l'enthousiasme populaire par une propagande constante et massive. La guerre, qui s'est imposée aux peuples d'Europe comme une nécessité inéluctable et pressante, avait aux yeux des Américains un caractère théorique et il a fallu la leur rendre réelle par les mêmes moyens de publicité qui permettent de lancer dans ce pays n'importe quel produit.

Après plusieurs années de ce régime, une réaction devait se produire. Les âmes se fatiguent autant que les corps et au lendemain de la paix, l'âme du peuple américain aspirait au repos. Il est fâcheux pour nous, mais parfaitement naturel que cette aspiration ait pris la forme de l'animadversion contre le traité de Versailles et la Société des Nations.

Cette cause morale s'est trouvée au même moment doublée d'une considération de concurrence économique causée par le chômage qui s'est produit en Europe. Les ouvriers américains ont craint et non sans raison que les chômeurs européens vinssent chercher du travail aux Etats-Unis. Ils ont craint de façon plus précise que certains patrons américains ne fissent venir des ouvriers d'Europe pour peser sur les salaires. C'est pourquoi ils ont obtenu le vote de la loi restreignant l'immigration, loi à laquelle les patrons américains ont été tout d'abord opposés, mais à laquelle ils n'ont pas tardé à se rallier, après en avoir découvert les avantages économiques.

Lorsque les Américains se vantent d'avoir découvert la théorie des hauts salaires et trouvé par leur génie une formule nouvelle d'organisation sociale, ils se trompent ou ils nous trompent, car cette découverte a été purement fortuite. A l'origine, la loi d'immigration n'a répondu qu'à un souci de défense contre une concurrence irrésistible sur le marché de la main-d'œuvre. Mais l'arrêt de l'immigration n'a pas

tardé à faire monter les salaires ou, ce qui revient au même, à les maintenir à leur niveau de guerre. Les hauts salaires ont entraîné l'élévation du niveau de vie, c'est-à-dire une augmentation de la capacité d'achat de la masse, qui a stimulé artificiellement la production.

Ainsi que nous l'avons vu déjà, la conséquence sociale de ce régime a été d'assurer d'une façon permanente la paix entre les patrons et leurs employés. C'est la plus belle expérience sociale qui ait été faite au sein du capitalisme et le jour où il sera prouvé qu'elle est économiquement viable, qu'elle ne provoque pas des catastrophes périodiques, ainsi que c'est malheureusement le cas jusqu'ici, on pourra dire qu'elle a démontré la possibilité de résoudre au sein du régime capitaliste les problèmes posés par l'industrialisation. Ce jour là, les Américains auront le droit d'en être justement fiers.

Mais en attendant, nous devons considérer la loi restrictive de l'immigration comme la mesure d'interventionnisme et d'étatisme la plus radicale qui ait été jamais prise dans aucun pays. Les ouvriers américains se vantent parfois de n'avoir pas besoin de la protection de l'Etat. Ils traitent avec un certain dédain les efforts du Bureau international du Travail pour la protection légale des travailleurs. Les ouvriers des Etats-Unis, disent-ils, sont capables de se défendre eux-mêmes. C'est là une vue tout à fait superficielle des choses. Si les ouvriers américains n'ont pas besoin de la protection de l'Etat, c'est qu'ils sont parvenus à imposer à l'Etat une mesure qui renferme en elle-même toutes les autres. En arrêtant le jeu libre de la concurrence sur le marché des salaires, ils ont donné aux ouvriers un privilège et un pouvoir tels qu'il n'est pas nécessaire pour eux de demander davantage.

Cette mesure d'intervention en a avec fatalité entraîné une autre dans le domaine économique. En effet, la hausse des salaires a, malgré la rationalisation, élevé le prix de revient des marchandises et contrairement à ce qu'on pourrait penser l'extension du machinisme n'est pas de nature à l'abaisser sensiblement. En effet, beaucoup des machines qu'on appelle aux Etats-Unis les « labor saving machines » ne sont rentables que parce que les salaires sont élevés. Si les salaires étaient plus bas, ils coûteraient moins cher que les machines. Il en résulte que la machine ne peut être utilisée économiquement que dans un régime de prix de revient élevés.

Il faudrait, naturellement, pour être exact, distinguer selon les industries et selon la relation que représente le salaire par rapport au prix de la matière première. Nous ne pouvons entrer ici dans ces détails

et nous sommes obligés de simplifier le problème. Dans l'ensemble, il est permis de dire que la hausse des salaires a augmenté le prix de revient jusqu'au point où l'industrie européenne se serait trouvée en état de concurrencer victorieusement les produits américains sur leur propre marché. Ce jour là, il a fallu créer, au profit de l'industrie des Etats-Unis, une protection douanière efficace. Mais on sait que l'effet de toute protection douanière est d'élever le prix de la vie, en particulier pour les paysans, ce qui a pour effet de renchérir les produits agricoles que consomment les citadins. L'élévation du coût de la vie entraîne nécessairement une nouvelle hausse des salaires et cela de façon d'autant plus mathématique que les patrons américains, désormais ralliés à l'idée que les hauts salaires favorisent la vente, ne s'y sont pas opposés. La nouvelle élévation des salaires a augmenté encore les prix de revient, et la barrière douanière s'est trouvée impuissante pour défendre utilement le marché national, qu'il a fallu protéger à nouveau. C'est une vis sans fin et c'est l'histoire du dernier tarif.

Il faut se garder d'exagérer les effets que peut avoir pour l'Europe le nouveau tarif douanier des Etats-Unis. Il se peut qu'il nuise à certaines de nos industries en suscitant là-bas la création d'industries similaires. Mais dans l'ensemble il est probable que ce tarif n'aura comme les précédents qu'un effet limité et que le moment reviendra assez vite où la concurrence sera de nouveau possible. On aurait tort, en tout cas, d'essayer de détourner sur les Etats-Unis la colère des peuples européens en les rendant responsables de toutes nos difficultés économiques, alors que leur tarif ne joue dans ces difficultés qu'un rôle secondaire.

Au surplus, il est probable que le tarif américain sera, aux Etats-Unis, le dernier de son espèce. Les réactions qu'il a provoquées semblent indiquer que la conscience se fait jour dans des masses de plus en plus larges qu'une politique protectionniste n'est plus dans l'intérêt de l'industrie américaine. Celle-ci, en effet, a développé ses moyens de production dans une mesure si considérable que le marché intérieur cesse d'être pour elle l'élément essentiel. Elle doit nécessairement s'orienter vers l'exportation et se trouve à cet égard à peu près dans la situation où fut, au milieu du XIX^e siècle, l'industrie anglaise. Les mêmes causes doivent produire les mêmes effets, et il est probable qu'au moment où nous voyons l'Angleterre glisser vers le protectionnisme, nous pouvons nous préparer à voir les Etats-Unis glisser, de leur côté, vers le libre-échange.

En attendant, la politique des Etats-Unis devait avoir pour l'Europe des conséquences profondes, car il faut se rendre compte que l'isolement est un mythe. Lorsqu'en 1926, nous eûmes l'occasion de parler à Washington avec quelques sénateurs partisans de la politique d'isolement et de leur demander s'ils croyaient réellement à sa possibilité, l'un d'eux répondit : « Of course, we do not want to be isolated from the world trade ». Cette réponse n'était pas sans naïveté, car la politique n'est autre chose que la protection du commerce et un pays qui ne veut pas se laisser isoler du commerce mondial ne peut pas à la longue demeurer dans l'isolement politique. Les Américains ne se sont pas assez rendus compte jusqu'ici du fait pourtant réel que leur politique d'isolement a eu sur l'Europe une influence au moins aussi grande qu'aurait pu avoir leur participation à nos affaires. Ce n'est pas un paradoxe de prétendre que sans la loi d'immigration américaine, qui a maintenu dans certains pays d'Europe un chômage artificiel, ni la libération de l'Irlande, ni la marche sur Rome n'auraient été possibles. L'armée sinn-fein comme l'armée fasciste, étaient composées d'hommes qui, sans la loi d'immigration, auraient probablement été alors aux Etats-Unis.

Il ne serait pas difficile de démontrer de même que l'absence des Etats-Unis a eu sur l'évolution de la Société des Nations une action profonde. C'est à cause d'elle qu'au cours de ses premières années d'existence, la Société des Nations a dû, pour se maintenir et faute de pouvoir exercer une activité politique que l'hostilité des Etats-Unis lui enlevait, développer ses activités économiques et techniques. Enfin, c'est la revendication énergique des dettes interalliées et le vote du dernier tarif américain qui ont été, au moins au point de vue psychologique, à la base du projet Briand de fédération européenne.

Cette réaction est toute naturelle. Elle est conforme à celle qu'ont eue, en 1823, nos pères lorsqu'ils ont essayé d'opposer au tarif douanier français le concordat de rétorsion. Mais de même que le concordat de rétorsion a lamentablement échoué, de même nous pouvons prévoir que toute politique de représailles de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis est pareillement vouée à l'échec.

Il n'y a pas d'institutions politiques solides et durables si elles ne sont pas basées sur des réalités économiques. Le commerce est le seul fondement possible de la vie politique. Or, le commerce est mondial. Nous avons besoin des Etats-Unis et ils ont besoin de nous et cette constatation suffit à frapper par avance de stérilité toute espèce de politique tendant à la ségrégation des deux continents.

Mais alors, nous demandera-t-on, que devons-nous faire? L'Europe doit-elle demeurer sans aucune réaction, sans un geste de protestation ou de défense en face des mesures offensives que vient de prendre le Sénat américain?

Nous ne le pensons pas. Mais pour combattre une maladie, il faut être conscient de sa nature et ne pas risquer par des mesures peu appropriées de l'aggraver. C'est ce que nous ferions si nous opposions au nationalisme économique des États-Unis notre propre nationalisme économique. La plupart des maux de notre époque, et en particulier le désordre qui désole la vie économique et sociale viennent essentiellement de cette idée à la fois fausse et nouvelle que les choses ont une nationalité. L'homme qui, le premier, a dit: ce couteau est allemand; ce verre est français ou cette étoffe est suisse, a jeté dans la vie du monde un ferment de dissociation. Et plus nous approfondirons cette idée, plus nous chercherons à lui faire dégager ses dernières conséquences, et plus nous aboutirons, dans le domaine économique à de véritables impossibilités. C'est l'intervention de l'État, ce sont les mesures artificielles brisant le courant naturel des choses qui produisent le chaos, et nous ne sortirons du chaos qu'en nous détournant de ces idées fausses.

C'est pourquoi l'idée des représailles est, selon nous, à rejeter complètement. C'est dans le sens d'une plus grande liberté des échanges qu'il faut marcher. Mais nous retrouvons ici nos problèmes. Ne comportent-ils donc aucune solution?

Ils en comportent une et probablement une seule: l'égalisation des conditions de vie et de travail dans les deux continents. Si l'Europe continue à produire trop bon marché et les États-Unis trop cher, la collaboration entre eux n'est pas concevable. Mais si, par la liberté des échanges, aussi bien des hommes que des choses, les conditions de vie peuvent être réadaptées à la fois par une hausse des salaires européens et un resserrement des salaires américains dans la mesure strictement indispensable, cette collaboration n'est nullement impossible. Le remède n'est pas de lutter contre les États-Unis, mais de chercher à nous adapter à eux et leur intérêt est de nous y aider tant financièrement qu'économiquement.

Cette recette laissera certains de nos lecteurs sceptiques, mais ils devront nous l'accorder qu'il vaut la peine de l'essayer, alors que le bonheur du plus grand nombre et le salut de notre société en dépendent peut-être.